

Golan, Galia, *Reform Rule in Czechoslovakia : The Dubcek Era, 1968-1969*, University Press, Cambridge, 1973, 327 p.

Paul Pilisi

Volume 5, numéro 4, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700509ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700509ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pilisi, P. (1974). Compte rendu de [Golan, Galia, *Reform Rule in Czechoslovakia : The Dubcek Era, 1968-1969*, University Press, Cambridge, 1973, 327 p.] *Études internationales*, 5(4), 726–728. <https://doi.org/10.7202/700509ar>

sociologues européens ont sans doute élaboré des types différents de pratique que les sociologues américains ; en retour, ceux-ci, pour s'être insérés davantage à d'autres niveaux et sur d'autres terrains sociaux, ont analysé davantage les conditions de cette pratique. Dans la littérature américaine, on peut réunir là-dessus un monceau de livres et d'articles souvent axés sur des aspects circonscrits du métier de sociologue ; pour en avoir dépouillé un certain nombre, je suis convaincu que leur examen compléterait utilement la précieuse esquisse de M. Herpin.

Fernand DUMONT

*Sociologie,  
Université Laval*

GOLAN, Galia, *Reform Rule in Czechoslovakia: The Dubcek Era, 1968-1969*, University Press, Cambridge, 1973, 327p.

Depuis le « Printemps de Prague », les ouvrages ne cessent de retracer les origines et les effets de cette expérience à la recherche du socialisme au visage humain. L'ouvrage récent de Galia Golan nous apparaît comme une contribution de valeur et c'est grâce surtout à sa documentation abondante. Au point de vue méthodologique, l'auteur utilise une approche sectorielle du problème, c'est-à-dire qu'il étudie l'intégration des réformes générales à l'intérieur du cadre des réformes politiques. Comme le titre de l'ouvrage nous l'indique, il s'agit du processus de réforme du socialisme tchécoslovaque par un leader communiste authentique, Dubcek.

Le lecteur averti, connaissant bien certaines données concernant la Tchécoslovaquie, peut se poser une question paradoxale au sujet de la réforme tchécoslovaque de 1968. Est-ce qu'il s'agit de réforme dans le socialisme ou de socialisme dans les réformes ? Il est incontestable que l'essentiel

du courant réformiste tchécoslovaque visait, d'une part, le retour aux idées traditionnelles vis-à-vis le socialisme exporté de l'Urss, et la création, d'autre part, des conditions générales d'un socialisme de bien-être, avec tous les accessoires qui garantissent la réalisation d'un tel socialisme plus humain. L'auteur souligne avec justesse le problème fondamental qui caractérise la période de la déstalinisation. En effet, la déstalinisation avait été une déstalinisation sans désatellisation, comme dans la plupart des démocraties populaires, où les appareils du parti comme ceux du gouvernement continuaient de fonctionner comme auparavant sous le leadership de Novotny. Le monopole du pouvoir du parti, comme explique l'auteur, avait empêché non seulement la réalisation de véritables réformes attendues par la population, mais aussi l'imitation des modèles du socialisme polonais ou hongrois. Ainsi, la Tchécoslovaquie sous Dubcek s'efforce de rattraper ses voisins socialistes du Nord et du Sud dans les domaines des réformes et de les dépasser par le moyen de la voie tchécoslovaque du socialisme. Mais un fait nous paraît fondamental : dans la plupart des pays de l'Europe centrale et orientale, l'intelligentsia joue un rôle important dans le déclenchement des réformes et des révolutions. En Tchécoslovaquie, à la veille du printemps de Prague, l'alliance entre les intellectuels et les membres, leaders réformistes, du parti existait déjà. Cette alliance s'exprime d'abord dans l'opposition du vieux leader Novotny ainsi que dans l'exigence de réformes qui ne touchent pas le fondement idéologique du système. À la veille du printemps de Prague, sans parler de réformes antérieures, le processus arrive à son point culminant dépassant les limites des exigences modestes antérieures.

Comme l'auteur le souligne dans les premiers chapitres, la réforme de l'économie nationale était l'un des premiers pas vers la libéralisation. Les leaders, tels qu'Ota Sik, et les technocrates, jeunes en majorité, partisans d'une structure économique plus

souple, envisageaient la réforme de l'économie nationale dans l'esprit de « l'indépendance de l'entreprise et du marché ». Toutefois, la doctrine marxiste, selon laquelle l'infrastructure influence de façon décisive la suprastructure, avait été confirmée par une série de réformes touchant la vie culturelle, nationale et sociale de la Tchécoslovaquie.

Le « programme d'action » de M. Dubcek, rendu public au mois d'avril 1968, vise non seulement à la libéralisation d'une structure économique rigide, mais aussi à reviser les relations entre les syndicats et le parti sans ignorer l'existence des problèmes nationaux à l'intérieur d'un État binational, en tenant compte de la vie nationale des minorités.

Il convient de souligner également que pour le lecteur averti, qui connaît la Tchécoslovaquie depuis sa naissance en 1919, trois aspects de cette analyse bien documentée méritent l'attention. En premier lieu, la réforme de l'économie nationale avait été accompagnée sinon précédée par un mouvement intellectuel dirigé par les écrivains. Ainsi, l'activité des intellectuels, et tout particulièrement celle des écrivains, jouissait d'un prestige traditionnel et était prépondérante dans le développement du processus. À notre avis, l'auteur devait consacrer au moins un chapitre à ce phénomène sans lequel le lecteur non averti ne comprend que vaguement le cheminement sinueux du courant tchécoslovaque. Pour cette raison, nous nous permettons d'évoquer le livre intéressant de Vladimir V. Kusin, intitulé *The Intellectual Origins of the Prague Spring, (The Development of Reformist Ideas in Czechoslovakia, 1956-1967)*, qui retrace l'évolution des idées d'une décennie en Tchécoslovaquie.

Contrairement à l'avis de l'auteur, nous croyons, à titre de recenseur, qu'en Tchécoslovaquie, qui restait avec la Bulgarie à l'écart des mouvements contestataires démocratiques qui se sont déroulés une décennie auparavant en Hongrie, en Pologne ou en Allemagne de l'Est, l'exigence des ré-

formes apparaît dans tous les domaines de la vie nationale au premier signe de libéralisation. Ainsi le défaut de Dubcek n'était qu'une erreur stratégique face aux réformes hongroises réalisées par le parti de Kadar qui, par expérience, savait davantage que les réformes ne peuvent dépasser les limites fixées par l'idéologie dont les critères sont établis par Moscou. Ainsi, le mouvement réformiste en Tchécoslovaquie reste inséparable d'un contexte idéologique et de l'ensemble des conditions des pays de l'Est. Enfin, l'analyse sectorielle de la vie tchécoslovaque en 1968 révèle un problème ancien, celui de la coexistence des nations slovaque et tchèque ainsi que de la présence des minorités.

Si les relations entre les nations et nationalités ont été analysées en profondeur par l'auteur, nous croyons qu'il fallait aussi mettre l'accent sur les idées de la coopération danubienne. Il ne faut pas oublier que durant le printemps de Prague, malgré l'existence des conflits nationaux internes, les minorités soutenaient la voie tchécoslovaque et favorisaient comme entre les deux guerres le développement des relations socio-culturelles avec la population de leur mère-patrie. En effet, l'idée de la coopération danubienne, lancée par Kadar, offrait à la Tchécoslovaquie la possibilité d'une coopération régionale fructueuse avec la Hongrie, l'Autriche et la Yougoslavie, coopération qui aurait dû servir d'exemple à la coopération européenne entre l'Est et l'Ouest. Or l'intervention des armées du Pacte de Varsovie, sur l'initiative soviétique, a quasi anéanti l'idée et la pratique de cette coopération régionale poussant la Yougoslavie et l'Autriche vers la sphère d'attraction du Marché commun. Dans le chapitre intitulé « La voie tchécoslovaque », l'auteur décrit avec lucidité la situation politique interne ainsi que le développement de la confrontation avec l'Union soviétique. À notre avis, il ne faut pas oublier non plus que la « doctrine Brezniev » existait déjà bien avant le « Printemps de Prague » et que la déclaration de M. Brezniev, à ce sujet, a

été adressée plus tôt aux autres pays socialistes, leur indiquant de façon claire les limites des courants réformistes.

Pour ces raisons, le lecteur averti peut considérer cet ouvrage comme étant, sous certains aspects, une contribution utile et complémentaire, grâce à ses analyses sectorielles approfondies. Il convient de souligner avec insistance la quantité des documents à l'appui qui ajoutent à la valeur scientifique du livre.

En dernière analyse, ce livre reste essentiel parmi les études relatives au « Printemps de Prague », il constitue un apport original dans l'étude du développement de l'expérience tchécoslovaque.

Paul PILISI

*Université du Québec  
à Chicoutimi*

BARBER, James, *South Africa's Foreign Policy, 1945-1970*, Oxford University Press.

Cette chronique de la politique étrangère de l'Afrique du Sud intéressera à la fois les étudiants des affaires africaines et ceux des relations internationales. Pour ces derniers, l'Afrique du Sud présente un cas extrême, qui met en question les catégories traditionnelles de l'analyse de la politique étrangère. D'abord, comme Barber lui-même le montre, pendant la plupart de l'époque d'après-guerre, l'Afrique du Sud n'avait presque pas de politique étrangère au sens d'une stratégie pour modifier ou manipuler l'environnement international. Elle avait bien une position à l'égard de l'extérieur, mais c'était une position de réaction plutôt que d'initiative, et d'une réaction qui prenait aussi souvent la forme des changements internes, tels que le programme d'armement des années soixante, que des représentations externes. Aussi, plus que d'autres pays, l'Afrique du Sud trouve sa diplomatie déterminée par ses

conditions domestiques : le désir de perpétuer le système d'apartheid et les réactions que ce système provoque à l'extérieur. Enfin, le succès de cet effort de faire face à un milieu hostile se base, non pas sur les manœuvres diplomatiques qui font le sujet de la plupart des études de politique étrangère, mais plutôt sur des rapports économiques qui jouent un rôle dans les rapports avec l'extérieur plus grand que ne permet la plupart des modèles des relations internationales.

Le livre en question donne une histoire très complète des rapports entre l'Afrique du Sud et le monde extérieur. Barber démontre la continuité de ces rapports depuis 1945, malgré le changement de gouvernement de 1948, et trace l'isolement croissant du pays, à la fois de l'ONU et du Commonwealth, à mesure que les deux groupements devenaient autre chose qu'avaient imaginé les leaders sud-africains en 1945. Paradoxalement, c'était la destruction des empires européens en Afrique, empires sur lesquels l'Afrique du Sud avait compté comme ligne de défense et de liaison avec le monde occidental, et de la confiance née de la survivance dans un nouveau milieu encore plus hostile qui ont formé la base des premiers efforts de développement d'une politique étrangère qui avait pour but de modifier l'environnement externe : « la politique d'ouverture » envers les États africains laissés par la chute des empires et l'effort de construire un bloc solide des pays au sud du Zambèze encore sous la dominance blanche. Ici Barber montre que la politique d'ouverture et la politique de rigidité avaient les mêmes buts et la même source dans la reconnaissance de l'importance de l'environnement africain et l'influence que l'Afrique du Sud pouvaient avoir dans cet environnement. Dans le monde, l'Afrique du Sud n'est qu'une petite puissance ; mais en Afrique elle possède un pouvoir prépondérant.

Barber lui-même n'utilise pas de modèle théorique dans sa description de la politique